



BAD

Recherche sur le développement en bref

Numéro 5

Juillet

2009

EDRE

Département de la recherche
sur le développement
Bureau de l'économiste en chef, ECON

Crise économique mondiale : impacts sur la croissance à long terme et sur la formulation de politiques en Afrique

Par

Léonce Ndikumana et Abebe Shimeles

Département de la recherche sur le développement
Banque africaine de développement

Synthèse n° 5, juillet 2009

La crise et les perspectives de croissance en Afrique

La Conférence économique africaine a examiné en profondeur les impacts potentiels de la crise économique actuelle sur les économies africaines en mettant l'accent sur les effets à moyen terme. Les effets pervers immédiats de la crise sur la croissance, les équilibres macroéconomiques et l'espace budgétaire sont évidents. Cependant, la possibilité que le choc ait des répercussions plus durables sur la croissance de certains pays n'est pas suffisamment évoquée. Les pays africains ne présentent ni le même niveau de vulnérabilité ni la même capacité de reprise face à la crise actuelle.

Au cours des dernières décennies, il a été plus difficile pour les pays africains de maintenir une croissance soutenue que de réaliser des taux de croissance élevés. La croissance du continent est restée extrêmement volatile, avec des épisodes de hausse accélérée invariablement suivis d'un ralentissement. Ces fluctuations expliquent les résultats mitigés du continent en matière de développement.

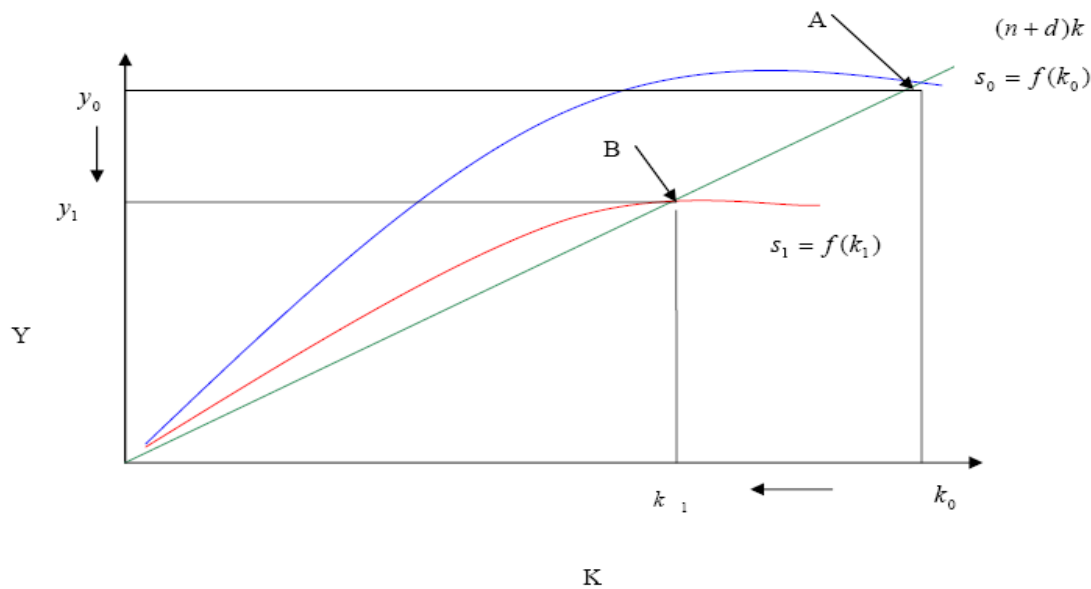
La volatilité de la croissance est essentiellement causée par la vulnérabilité des économies africaines aux chocs. Dans un contexte de ralentissement économique, certains des fondamentaux de l'économie, comme la qualité des institutions, l'afflux d'investissements directs étrangers, l'épargne et le capital humain, subissent une forte détérioration ayant un impact à long terme sur la croissance. Ces pertes pourraient entraîner une déviation de la trajectoire de la croissance après la reprise, ce qui compromettrait les perspectives de développement des pays de façon permanente.

La crise et la menace d'une reprise prolongée

Cet argument est mieux résumé par le célèbre modèle de croissance néoclassique de Solow-Swan, selon lequel la production par travailleur (Y) est fonction du capital par travailleur (K) (*graphique 1*)¹. Pour un taux d'accroissement de la population (n) et une dépréciation de capital (d) donnés, une économie peut rester stable ou présenter un équilibre à long terme au point d'intersection entre la courbe d'investissement et la courbe d'épargne. Une économie résistante devrait normalement se maintenir sur une courbe unique grâce à sa capacité à préserver les moteurs de la croissance en cas de choc. Ainsi, les chocs exogènes ne pourraient causer qu'une contraction temporaire du revenu par habitant, car l'économie est capable de retrouver son équilibre avant la crise. Parallèlement, les chocs de courte durée sont susceptibles d'affecter les fondamentaux de l'économie de façon durable, la faisant passer d'un certain niveau d'équilibre avant la crise (A) à un autre niveau d'équilibre après la crise (B). Dans ce cas, le revenu par habitant pourrait, après la crise, chuter dans long terme. Ce scénario est illustré par une baisse de y_0 à y_1 .

¹ À noter aussi que, selon le cadre récemment introduit par Hausmann *et al* (2005) sur les déterminants de la croissance, l'on peut envisager une situation où les chocs exogènes frappant les économies ouvertes à faible revenu sont susceptibles de compromettre les rendements des facteurs de production (comme la main-d'œuvre et le capital) et/ou d'accroître le coût du capital en raison du manque de financement, surtout lorsque l'emprunt extérieur est absolument indispensable à l'investissement.

Graphique 1



Les épisodes de ralentissement de la croissance généralement causés par des chocs internes ou externes entraîneraient donc une baisse de la performance des institutions économiques et politiques, du capital humain et d'autres fondamentaux clés de la croissance, comme l'épargne et l'investissement. Cette thèse est étayée par les preuves de la persistance des chocs recueillies auprès des ménages en Afrique. Les chocs du revenu effectif actuel induits par le chômage ou une mauvaise récolte peuvent entraîner une baisse du revenu à long terme lorsque les mesures de partage des risques et de protection du revenu sont limitées². Cela s'applique aussi bien aux ménages qu'aux pays.

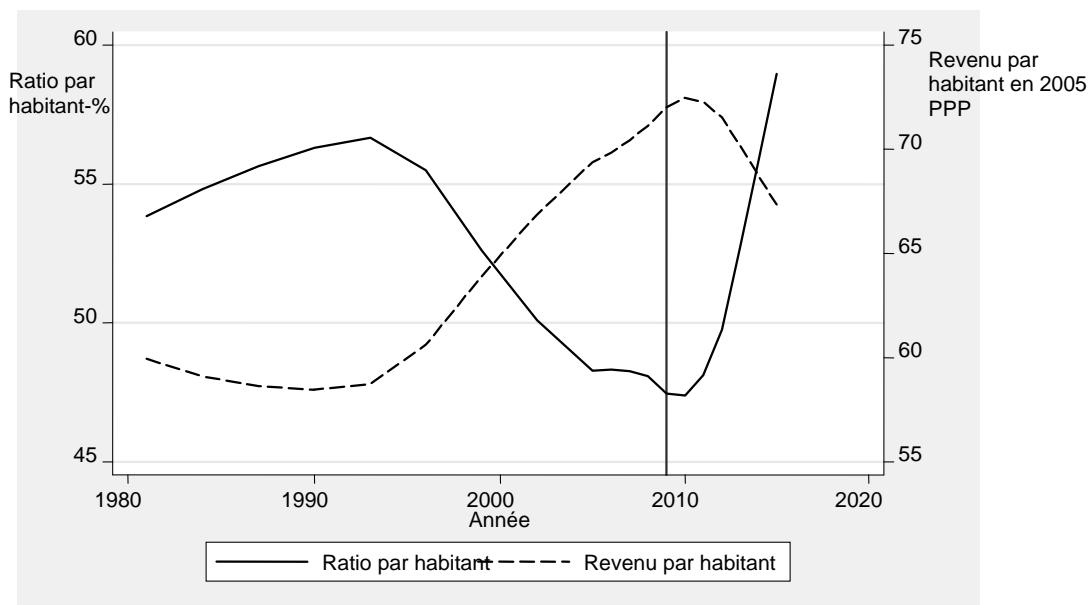
La crise et la pauvreté

À défaut de mesures adéquates d'atténuation des risques, telles que l'octroi de prêts pour les situations d'urgence, l'accroissement de l'aide extérieure et d'autres mécanismes d'assistance, la crise actuelle pourrait dégénérer en crise du développement. Les graphiques 2, 3 et 4 présentent différents schémas de croissance et de pauvreté, selon les hypothèses élaborées sur les conséquences à long terme de la crise actuelle pour les pays classés en fonction de leur performance en matière de réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décennies. Le graphique 2 présente le cas typique d'une économie africaine. Il montre les effets de la crise sur la croissance à long terme et la pauvreté. Comme souligné plus haut, une reprise lente causée par la détérioration des moteurs clés de la croissance provoquerait, à terme, une chute du revenu par habitant, entraînant l'accroissement du niveau de pauvreté absolue. La croissance soutenue enregistrée depuis

² Cf. Dercon (2004), « Growth and Shocks : Evidence from Rural Ethiopia », *Journal of Development Economics*, vol 74, numéro 2, Pages 309-329 ; Bigsten et Shimeles (2008), « Poverty Transition and Persistence in Ethiopia : 1994-2004 » *World Development*, vol. 36(9), pages 1559-1584 ; Islam et Shimeles (2007), « Working Papers in Economics » 260, Göteborg University, Department of Economics.

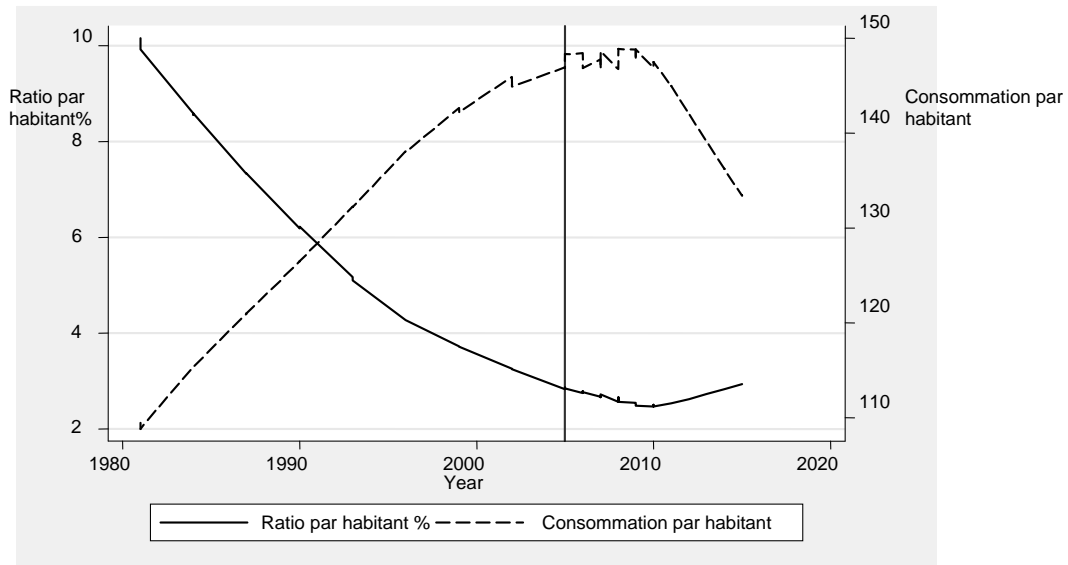
l'année 2000 a considérablement réduit le niveau de pauvreté absolue en Afrique, comme on peut le voir sur le graphique 2. Le développement a en partie bénéficié de la baisse des inégalités de revenu. Entre 2000 et 2005 par exemple, le niveau de pauvreté moyen en Afrique est passé de 52 à 46 %. Il s'agit de la plus forte baisse enregistrée en plus de deux décennies. Cependant, si la crise actuelle persiste, elle pourrait provoquer une hausse sensible de la pauvreté d'ici 2015, l'année fixée pour l'atteinte des OMD. Ce pourcentage pourrait même être plus élevé si l'on tient compte du fait que dans un contexte de crise économique, les disparités de revenu s'aggravent, notamment à cause des effets pervers de la crise des prix alimentaires et pétroliers, qui sont beaucoup plus ressentis par les pauvres.

Graphique 2 : Impact à long terme de la crise économique sur la croissance et la pauvreté en Afrique



Le graphique 3 montre la tendance enregistrée dans les meilleures économies au cours des vingt dernières années. Grâce à une croissance rapide et à l'abaissement des inégalités, ces pays sont parvenus à réduire le ratio par habitant de 21 à 7 %. La crise actuelle est susceptible d'interrompre le processus de réduction de la pauvreté dans ces pays.

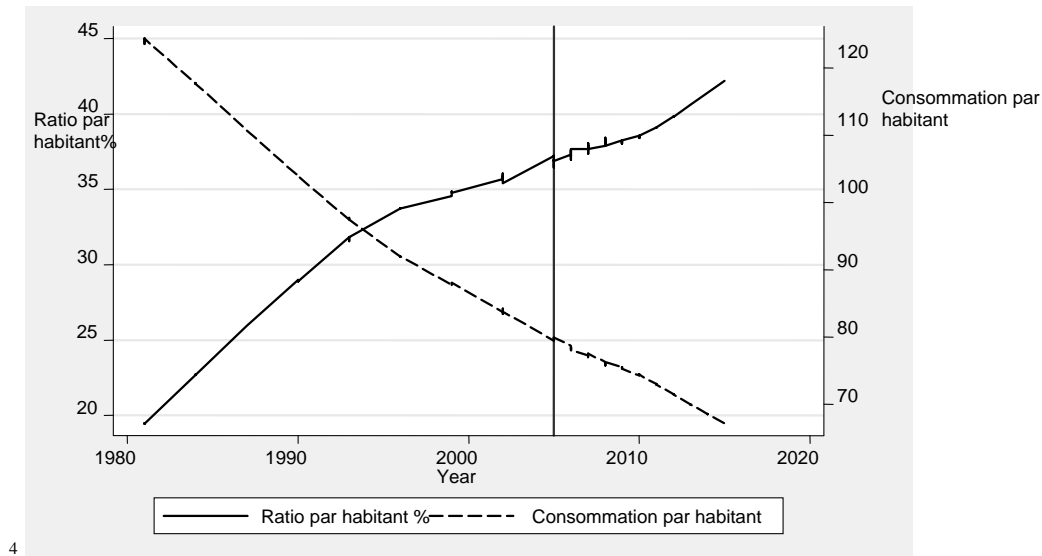
Graphique 3 : Impact à long terme de la crise économique sur la croissance et la pauvreté dans les économies les plus performantes³



Le graphique 4 illustre le scénario de crise actuel dans les pays hautement vulnérables et ayant affiché une faible performance au cours des vingt dernières années. En général, ces pays ont connu une hausse astronomique de la pauvreté, qui est passée de 20 à 45 % au cours des deux dernières décennies, en raison surtout de la stagnation de l'économie, du déclin du revenu par habitant et de l'augmentation des inégalités. La crise actuelle pourrait davantage compromettre le bien-être des populations de ces pays. Bien entendu, les conditions initiales et les performances enregistrées ces dix dernières années pourraient jouer un rôle important dans la formulation des actions à entreprendre pour remédier à cette situation.

³ Ces pays sont l'Égypte, la Tunisie et le Maroc.

Graphique 4 : Impact à long terme de la crise économique sur la croissance et la pauvreté dans les économies les moins performantes



4

Implications politiques : allocation de l'aide

En somme, les mesures à prendre face à la crise actuelle doivent tenir compte du fait que cette dernière pourrait avoir des effets permanents ou durables sur certaines économies africaines. La crise pose un dilemme concernant la meilleure façon d'allouer l'aide publique au développement. Une aide plus importante devrait-elle être accordée aux pays durement touchés par la crise mais ayant le potentiel d'en sortir rapidement, ou plutôt aux pays faibles et vulnérables qui ont très peu de chance de se remettre rapidement de la crise ? L'euphorie des prix des produits de base, notamment ceux du pétrole, du café et des minerais, qui a été observée ces derniers mois complique davantage cette question. La présente synthèse indique que les actions des bailleurs de fonds devraient être coordonnées et tenir compte des effets de la crise à court et à long terme sur chaque pays africain.

Si des mesures rapides et efficaces sont prises, certains pays à faible revenu (PFR) pourraient maintenir le cap de la croissance tandis que la majorité éviterait une crise du développement. L'appui aux pays à revenu intermédiaire (PRI) et à ceux qui affichaient une bonne performance avant la crise pourrait soutenir les moteurs de la croissance régionale. Une détérioration supplémentaire de la situation économique de ces pays aurait des répercussions sur les PFR et retarderait la reprise. Il est indispensable d'accélérer et d'accroître l'aide financière accordée à l'Afrique, afin de lui permettre de renouer avec la croissance et soutenir la reprise à l'échelle mondiale.

⁴ Ces pays incluent la Côte d'Ivoire, Djibouti, la Guinée équatoriale, le Gabon, la RDC et le Nigeria

Les commentaires et les suggestions peuvent être envoyés à :
Léonce Ndikumana
Abdul B. Kamara
Département de la recherche sur le développement
Banque Africaine de développement

BP 323, 1002 Tunis Belvedere, Tunisie – Tel.: +216 71 102 876 – Fax: +216 71 103 779
E-mail: economic-research@afdb.org – Web: www.afdb.org

Les opinions exprimées dans les synthèses de recherche sur le développement sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Banque africaine de développement, des Conseils des Gouverneurs et des administrateurs ou des pays qu'ils représentent.

Léonce Ndikumana et Abebe Shimeles sont respectivement Directeur et économiste principal dans le Département de la recherche sur le développement, BAD.